



## Compte rendu des actions de l'intersyndicale du Tarn et Garonne

**Samedi 12/10/2019** : rencontre avec le président de l'association des maires de France du 82 :

L'occasion d'échanger sur la géographie revisitée, sur ce qu'attendent les élus et ce qu'ont compris les élus des engagements de la DDFIP.

Le président nous a autorisés à tracter et échanger avec les élus à l'entrée du congrès des maires qui a lieu le samedi suivant.

**Samedi 19/10/2019** : tractage à l'entrée du Congrès de l'association des maires de France à St Caprais. Nous étions bien accueillis par les différents élus à qui nous avons remis le tract. Échange également avec Mme Pinel, la députée et remise du tract au président du Sénat lors de son passage.

Le Directeur départemental, son adjoint et la directrice du Pôle gestion publique étaient présents et ont assisté aux débats.

**Lundi 21/10/2019** : RDV avec le préfet de Tarn et Garonne qui nous a reçus en présence du DDFIP :

### **NI PREFET, NI A FAIRE !!!**

1) Reproche fait par le préfet que notre action favorise le Rassemblement National.

Notre engagement se fait au nom de la sauvegarde du service public dans les territoires il n'y a aucun message politique dans notre action. **Menace non fondée et remarque déplacée !**

**Par ailleurs, la réforme est engagée par les pouvoirs publics, pas par les syndicats** : s'il ne faut s'opposer à aucune réforme de peur de favoriser tel ou tel parti, cela revient à museler l'action syndicale et donc faire fi de la démocratie !

2) Les élus ne tiennent pas le même discours avec préfet/directeur et avec les syndicats pour des seules raisons électoralistes en vue des municipales de 2020.

Au-delà de toute ambition politique, les élus locaux et nationaux de notre département sont désormais conscients de l'impact négatif et des conséquences de cette réforme sur leurs territoires.

Il s'agit d'une position pour le moins tranchée venant d'un représentant de la République, d'autant que les maires, les conseillers départementaux ont obtenu une légitimité par les urnes et que le préfet lui est nommé.

Enfin, le directeur a fait 60 visites aux élus et nous n'avons pas le même score faute de disponibilité ! Il faut croire qu'en s'adressant à quelques élus, **l'intersyndicale est plus convaincante que le directeur !**

3) Les syndicats racontent des mensonges sur la réforme, il n'y a pas de projet de transfert du cadastre à l'IGN ni de concentration des SPF en vue de l'externalisation de la tâche.

Même si ces éléments ne concernent pas directement le projet de la géographie revisitée, ils ont été repris dans différentes motions des élus locaux émanant d'un tract national des organisations nationales de la DGFIP. A ce jour aucun démenti de la Direction Générale n'est venu contredire l'existence de ces projets ou réflexions. Donc nous avons **le droit** dans le cadre de notre démarche syndicale d'avertir les agents et les élus des menaces qui pèsent sur nos missions.

4) La géographie revisitée c'est plus de présence de la DGFIP avec des engagements écrits.

**Notre présence dans les MSAP ou MFS ne sera pas assurée par des agents des finances publiques mais essentiellement par les agents des collectivités.** L'engagement de notre présence

dont la périodicité et leur nombre sont encore inconnus porterait jusqu'en 2026 mais avec quelles garanties ? Qui peut croire que cet engagement est durable surtout qu'il est soumis à des conditions à chacun de ses paragraphes ? Nous avons l'expérience des permanences qui disparaissent rapidement: St Nicolas, Grisolles, Montaigu de Quercy, Labastide Saint Pierre..... Pourquoi celles-ci seraient-elles plus pérennes grâce à un effort de communication selon le directeur !!

Qui va assurer ces permanences : les agents des SIP, les collègues ont déjà du mal à assumer tous les canaux de contact et ils se déplaceraient en plus pour deux rendez-vous à Dunes ou à Bourg de Visa ? Dans les Hautes Pyrénées le Directeur local va allouer 2,5 ETP pour assurer l'accueil dans les MFS. Une rigolade si on transpose cela dans le Tarn et Garonne, c'est impossible à réaliser si on rajoute les 1500 emplois supprimés pour 2020.

**Nous ne sommes pas parvenus à savoir la périodicité des permanences ni le nombre d'agents affectés à ces permanences ou aux RDV dans les MFS ou MSAP !** Mais il est sûr qu'il n'y aura pas 32 agents DGFIP !!!

Le réseau résiste et existe car il est constitué de services de pleine compétence qui assurent des chaînes de travail complètes. **C'est ce que nous défendons à la fois pour les trésoreries mixtes et les Services des Impôts.**

5) Le SIE de MOISSAC au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ne sera pas une antenne. Il n'y aura pas de problème de surcharge sur l'un ou l'autre des 2 sites d'après le directeur car le groupe de travail y travaille !

Pourtant, ne s'agissant plus qu'une seule base, les courriers seront identifiés avec les coordonnées du SIE de MONTAUBAN. Quelle visibilité pour le contribuable professionnel ?

Comment les opérations comptables vont être réalisées, le recouvrement sera assuré par qui lors de l'émission des AMR, les dossiers papiers seront-ils déplacés ?

Il y aura à coup sûr un afflux sur le site « expéditeur » des courriers et de plus, la comptabilité sera centralisée sur un seul site sans renfort de moyens humains !

**Elles sont où les conditions améliorées du travail et la meilleure visibilité des contribuables ?**

Ajoutons aussi que le directeur a déclaré devant le préfet que toutes les opérations de restructurations avaient été ciblées ou reportées au 01/01/2021 ! Nous sommes alors intervenus pour rappeler que les SIE étaient ciblés pour le 01/01/2020 !!!

**En fait le gouvernement n'a pas le courage de dire que l'application de la géographie revisitée c'est la fin de la présence de l'État dans les territoires.** Nous deviendrons une direction trognon comme le sont les Directions Départementales Interministérielles, les Directions Départementales de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, les Directions Départementales des Territoires, les DIRRECTE.

**Il est plus vendeur de dire que nous serons toujours présents dans 32 points de rencontres.**

Notre action et celles des élus a déjà des résultats car l'essentiel du plan est reporté sauf pour les SIE de MOISSAC et MONTAUBAN.

**Donc contrairement à ce qu'affirment le préfet et le directeur, la lutte continue.**

Le directeur nous informe qu'il apportera un démenti à notre pétition et aux motions des élus car ils ne reflètent pas la vérité (sur la non présence d'agents de la DGFIP dans les 32 points d'accueil de proximité entre autres).

**Faudra-t-il soumettre nos tracts et pétitions au directeur avant publication ?**

